

**MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET DE COORDINATION SPS**

**Rénovation/réaménagement des services centraux du CROUS de NANTES Pays  
de la Loire, 2 bd Guy Mollet 44 322 NANTES Cedex 3  
Marché n°26 PAT 02**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

**Règlement de la consultation**

**Maître d'ouvrage :**

**CROUS de Nantes - Pays de la Loire**  
2 boulevard Guy Mollet – BP 52213  
44322 NANTES cedex 3  
02 28 07 34 16  
[immobilier.marches@crous-nantes.fr](mailto:immobilier.marches@crous-nantes.fr)

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :**

**Le lundi 16 mars 2026 à 17 heures**

Article 1 : OBJET DE LA CONSULTATION .....	2
Article 2 : CONDITIONS DU MARCHÉ .....	2
2.1 DEFINITION DE LA PROCEDURE ET OBLIGATION PARTICULIERE .....	2
2.2 MAITRE D'OUVRAGE .....	2
2.3 DEFINITION DES MISSIONS .....	3
2.8 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....	4
2.9 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	5
Article 3 : MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT .....	5
Article 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	5
4.1 RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	5
4.2 DOCUMENT FOURNIS AUX CANDIDATS .....	5
4.3 PRESENTATION DES CANDIDATURES .....	5
4.4 PRESENTATION DES OFFRES .....	6
Article 5 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	7
5.1 SELECTION DES CANDIDATURES .....	7
5.2 JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES .....	7
Article 6 : CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES .....	8
Article 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	9
Article 8 : PROCEDURES DE RECOURS .....	9

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée.

Seul le dépôt d'une offre par voie électronique est autorisé. Si une offre est déposée uniquement sur support physique, elle sera renvoyée à son auteur sans avoir été ouverte.

Les candidats déposeront leur offre par voie électronique via l'adresse : [immobilier.marches@crous-nantes.fr](mailto:immobilier.marches@crous-nantes.fr)

## Article 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne un marché à procédure adaptée relatif aux missions de contrôle technique et de coordination SPS pour la rénovation/réaménagement des services centraux du CROUS de Nante Pays de la Loire.

N° du marché : 26 PAT02

Catégorie de service : 12

Classification CPV : 71356100 et 71356200

Code NUTS : FRGO

Le programme de l'opération est joint à la consultation.

Lieu d'exécution : CROUS de NANTES Pays de la Loire 2, bd Guy Mollet 44 322 Nantes Cedex 3

## Article 2 : CONDITIONS DU MARCHÉ

### 2.1 Définition de la procédure et obligation particulière

Le présent marché est passé en procédure adaptée conformément à l'application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique et donnant lieu à un avis d'appel public à la concurrence publié au BOAMP et sur le site [marches-publics.gouv.fr](http://marches-publics.gouv.fr).

### 2.2 Maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Nantes - Pays de la Loire

2, bd Guy Mollet - BP 52213 - 44322 NANTES Cedex 03

Tél. : 02 30 06 02 44

## 2.3 Définition des missions

### 2.4.1 Définition des missions de contrôle technique

Les interventions confiées au contrôleur technique concernent les prestations incluses dans les missions suivantes :

Il s'agit d'une mission constituée des éléments suivants :

- Mission LP : portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables et dissociables
- Mission SEI : portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les ERP.

Le contenu de chaque mission est celui prévu par l'annexe A du CCTG Contrôle Technique, complété par les dispositions ci-après.

#### **Au titre des missions complémentaires réglementaires :**

- Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme (**y compris attestation**).
- Mission P1 relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- Mission F relative au fonctionnement des installations ;
- Missions PH relative à l'isolation acoustique (**y compris attestation**).
- Mission TH relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie (**y compris attestation**).
- Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées (**y compris attestation**).
- Mission LE relative à la solidité des existants ;
- Mission EL – VC / IN : Vérification initiale des installations électriques.  
Vérification des installations électriques au titre de la protection des travailleurs (décret n°88-1056 du 14 novembre 1988, complété par l'arrêté du 10.10.2000) y compris zone non classée en ERP ; Les agents de maintenance du Crous ayant vocation à intervenir au niveau de toutes les installations, outre les espaces communs privatifs ou non, les logements, espaces extérieurs et communs sont soumis à cette vérification initiale.
- Mission PV : Procès-verbal de recollement des attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC en remplacement des anciens PV Coprec des entreprises.

### 2.4.2 Définition des missions de coordonnateur SPS

Le réaménagement des services centraux du CROUS de Nantes Pays de la Loire à Nantes est une opération nécessitant une mission au sens de l'article R138-9 du Code du travail **de 2ème catégorie**.

## 2.5 Lots – Variante - Option

Le marché est décomposé en 2 lots :

- Lot 1 : Contrôle technique
- Lot 2 : Coordination SPS

Les travaux sont réalisés en une seule tranche et **en site occupé**.

**Option** : sans objet

**Variante** : non autorisée

Chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

Le cahier des clauses particulières est gardé par l'entreprise qui n'a pas à y apporter de complément ou de modification.

L'original faisant foi est conservé au CROUS de Nantes.

## 2.6 Planning de l'opération

PHASES	ELEMENTS DE MISSION		DELAIS
Etudes	DIAG/ ESQ	Diagnostic complémentaire Esquisse	6 semaines + 15 jours de validation
	AVP (APS + APD)	Avant-Projet Définitif + Autorisations administratives si besoin	6 semaines + 15 jours de validation
	PRO	Etudes de Projet	8 semaines + 15 jours de validation
	DCE/ACT	Dossier de Consultation des Entreprises / Assistance Contrat de Travaux	10 semaines en tout.
Réalisation / phase Travaux	VISA	Examen de la conformité du projet des études d'exécution faites par le Constructeur ainsi que leur visa, y compris participation aux études de synthèse.	12 mois + 1 an de GPA
	DET	Direction de l'exécution des Travaux	
	AOR	Réception de chantier	

Le démarrage de la mission ESQ/DIA est prévue en mars 2026.

## 2.7 Caractéristiques des travaux

L'enveloppe financière prévisionnelle allouée aux travaux est de : 760 000 € HT

Des options programmatiques seront étudiées et priorisées jusqu'en phase AVP pour un montant de 410 000 € HT.

Durée indicative des travaux : 12 mois y compris période de préparation.

## 2.8 Modification de détail au dossier de consultation

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard, 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.9 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt-dix jours (90 jours) à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## Article 3 : MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

### 3.1 Modalités de financement

Le financement est assuré par le CROUS de Nantes.

### 3.2 Délai global de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception des factures par le CROUS.

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne majoré de 8 points.

### 3.3 Forme des prix

Le marché est réglé à prix forfaitaire et révisable en application de la formule suivante :

$$C = 0,150 + 0,850 (I_m/I_o)$$

Où :

$I_o$  : Index Ing du mois d'établissement des prix fixé : Mars 2026

$I_m$  : Index du mois Ing de réalisation des prestations

Le CCP et ses annexes fixent les modalités de paiement selon les différentes missions confiées aux titulaires.

### 3.4 Avance

Sans objet

## Article 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 4.1 Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est à retirer sur la plate-forme dématérialisée PLACE :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Ladite consultation fait l'objet d'une consultation simplifiée ouverte auprès de X prestataires via PLACE  
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

### 4.2 Document fournis aux candidats

Le dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation **et son annexe**
- Le cadre d'acte d'engagement à compléter pour chaque LOT **et son annexe**
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCP),
- Le programme technique détaillé
- La DC1, la DC2 disponible sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

### 4.3 Présentation des candidatures

Les candidats auront à produire un dossier complet selon les dispositions des articles R2142-1 à R2144-9 du code de la commande publique.

## **Le dossier de candidature contiendra obligatoirement :**

- Lettre de candidature (ou imprimé DC1 disponible sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)) : Le candidat précisera s'il se présente seul ou en groupement. Dans ce dernier cas, il fera apparaître les membres du groupement et l'autorisation desdits membres au mandataire pour engager leur entreprise. Il indiquera également le ou les lot(s) pour lequel il se présente. En cas d'attribution du marché à un groupement, celui-ci devra obligatoirement devenir solidaire.
- déclaration du candidat (ou imprimé DC2 disponible sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)) dûment complétée dans toutes ses rubriques **et en particulier** :
  - le chiffre d'affaires de l'entreprise des trois derniers exercices
  - des références dans des opérations de technicité similaire sur les trois dernières années
  - la copie du ou des jugements prononcés dans le cas d'un redressement judiciaire
- des déclarations sur l'honneur pour justifier que le candidat :
  - a) a satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
  - b) n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
  - c) n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années d'une condamnation au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.323-1, L.324-10, L.341-6, L.121-1 et L.125-3 du code du travail.

### **Pour le lot 1 : Contrôleur technique**

- les agréments de contrôleur technique, en cours de validité, des personnes correspondantes, ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France :
  - a) en tant que contrôleur technique agréé « pour tout ouvrage de bâtiment » pour les missions définies au cahier des charges et pour les vérifications périodiques et électriques des installations électriques (art. L111-25 et R123-43 du code de la construction et de l'habitation, art. GE6 et GE9 du règlement de sécurité)
  - b) en tant que personne ou organismes agréés (décret n°88-1056 du 14.11.1988) pour la vérification des installations électriques, effectuées lors de leur mise en service ou après une modification de structure, en ce qui concerne la protection des travailleurs ;

### **Pour le lot 2 : Coordonnateur SPS**

- les attestations de compétence valides des personnes concernées pour justifier de leur aptitude à assumer la fonction de coordonnateur pour cette opération.

## **4.4 Présentation des offres**

### **1. Un projet de marché comprenant :**

- l'acte d'engagement (imprimé ATTRI 1) et son annexe : à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des prestataire(s),
- Le CCP dûment approuvé et signé
- Le règlement de la consultation dûment approuvé et signé (voir ci-dessous)

### **2. Documents explicatifs ; Au projet de marché devront être joints :**

- L'Annexe au Règlement de consultation dûment remplie + CV des personnes nominativement prévues pour le suivi de l'opération.
- **Un mémoire méthodologique de 5 pages maximum, décrivant :**
  - la prestation par élément de mission (détail des temps prévisionnels dissociant le temps au bureau du temps sur le site)
  - l'organisation les moyens de gestion envisagés pour la mission et mis en œuvre sur des opérations similaires

Toutes les pièces listées ci-dessus seront datées et signées par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des entreprise(s).

## **5.1 Sélection des candidatures**

Ne seront pas admises :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 45 à 50 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 48, 49 et 51 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles 50 à 54 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 et fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence ;

Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques suffisantes notamment en appréciant les conditions de déroulement des marchés que le candidat a pu réaliser pour l'acheteur public au cours des 3 dernières années.

Les candidatures sont sélectionnées en application de l'article 55 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

## **5.2 Jugement et classement des offres**

Les offres irrégulières à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation seront éliminées. Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, les critères sont les suivants :

### **Critère n°1 : Prix des prestations (40/100)**

- Coût horaire (**Noté sur 15 points**)
- Coût global des offres (**Noté sur 25 points**)

### **Critère n°2 : Valeur technique (60/100)**

Attribution d'un nombre de points selon les modalités suivantes :

- Note méthodologique (**notée sur 10 points –pas de cadre strict fourni** (Note méthodologique de 5 pages max hors annexe) – **document libre de l'entreprise**) détaillant les moyens humains et matériels de l'entreprise ; la méthodologie mise en œuvre pour l'opération
- CV des personnes (**noté sur 20 points** – voir annexe n°1 au RC à remplir) : il sera demandé des références **en bureaux** avec montants et délais équivalents)
- Temps de présence consacré à l'opération (**noté sur 30 points** - voir annexe 1 de l'AE à compléter).

**Obligatoire : préciser le nombre de réunions prévu pour chaque phase sur cette annexe.**

Le Maître d'Ouvrage examinera l'offre des candidats pour établir un classement.

Des précisions pourront être demandées au candidat, soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit donc être précisée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse ou encore dans le cas de discordance entre le résultat de l'offre d'une part et les éléments ayant contribué à la détermination de ce montant d'autre part.

Lors de l'examen des offres, le Maître d'Ouvrage se réserve également la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration du prix global et forfaitaire de la prestation, qu'elle estimera nécessaires.

Suite à l'analyse des offres, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec les deux candidats ayant remis les meilleures offres.

Conformément à l'article Article R2161-23 du code de la commande publique, en fonction des offres reçues, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Les offres seront classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée sera retenue après vérification que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner conformément à l'article L 2141-3 du Code de la Commande publique.

Par application des dispositions de l'article 46 du code de la commande publique et dans l'hypothèse où le candidat retenu ne fournit pas la déclaration ou les certificats mentionnés dans un délai de sept jours calendaires à compter de la demande (courrier ou fax) du maître d'ouvrage, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

**Les offres doivent être obligatoirement transmises sous forme de plis électroniques.**

Les candidats déposeront leur offre par voie électronique uniquement via l'adresse sur la PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Signature des offres déposées sous forme dématérialisée :**

Les candidats qui souhaitent signer électroniquement leurs offres, doivent disposer de la signature électronique pour signer électroniquement les documents.

Ces signatures électroniques sont le seul moyen de prouver l'intégrité, l'identité et l'engagement du candidat. Il appartient au candidat de se procurer un certificat électronique personnel de classe 2 ou 3 par le biais d'une autorité de certification reconnue par le ministère des Finances. Les entreprises peuvent acquérir les certificats de signature auprès du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et des CCI, les banques, les compagnies d'assurances ...

Le certificat de signature électronique est nominatif et attaché au signataire. La personne qui signe doit avoir le pouvoir d'engager la société et donc le titulaire du certificat doit être le représentant légal de la société (gérant, président, ...) ou disposer d'un pouvoir (à joindre dans le dossier de candidature) l'autorisant à signer.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention d'un mois pour le certificat. La délivrance du certificat peut nécessiter une remise en mains propres afin de vérifier l'identité du titulaire. La durée du certificat est généralement de 2 ou 3 ans et les prix varient en fonction des prestataires : ils oscillent entre 70€ et 130€ annuellement.

Après signature électronique, les offres des candidats feront l'objet d'un système de chiffrement afin de leur assurer que les plis ne peuvent pas être ouverts par la personne publique avant la date limite de remise des plis.

**Avertissements**

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus. En effet, conformément au décret, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Les soumissionnaires s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus qui pourraient rendre la candidature irrecevable.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu.

Le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

Il est donc recommandé d'envoyer les offres dans un délai raisonnable avant la date limite de réception des plis pour réitérer l'envoi si le premier comporte un virus.

**LA DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS DEMATERIALISES CONTENANT LES OFFRES EST FIXEE AU :**

**Lundi 16 mars 2026 à 17h00**

Les candidats transmettent leur offre impérativement avant les date et heure limites indiquées au présent règlement de la consultation, à défaut, elle ne sera pas ouverte et rejetée. Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de leur offre a été réalisée avec succès leur est affiché puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique avec signature électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie pour le soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue au CROUS de Nantes - Pays de la Loire.

**Il est rappelé que la durée du téléchargement et de la remise des plis est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.**

**L'attention des candidats est attirée sur le fait que la remise d'une offre électronique peut prendre du temps et qu'il leur appartient de se connecter suffisamment en amont des dates et heures limites afin d'être sûrs de pouvoir déposer leur offre dans les délais, y compris s'ils rencontrent un problème lors de l'envoi de leur réponse.**



## **Article 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Toutes les questions doivent être posées sur PLACE en lien avec l'annonce de ladite consultation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## **Article 8 : PROCEDURES DE RECOURS**

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de NANTES sis à :

6, allée de l'Ile Gloriette  
44041 NANTES CEDEX, FRANCE.  
Téléphone : 02.40.99.46.00      Télécopie : 02.40.99.46.58  
Courrier électronique : greffe.ta-nantes@juradm.fr

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Toute décision défavorable au titre du présent marché, pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif précité dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

Il est également possible de recourir au référé pré-contractuel dans un délai de 11 jours jusqu'à la signature du marché.